

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 7 novembre 2020
Régulièrement convoqué le 30 octobre 2020

Le 07 novembre 2020 à neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Sandrine MAGNETTE (Pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Julien DECORTE (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU)

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

3.05 - CONVENTION DE SERVITUDE DE RÉSEAU D'EAUX USÉES SUR LES PARCELLES COMMUNALES AL 245 ET 252 – SARDA

Monsieur Karim OUMEDDOUR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Dans le cadre du projet de lotissement porté par DRÔME AMÉNAGEMENT HABITAT (DAH), dénommé « Le Clos Sarda », sur la parcelle AM 374, l'instruction a fait apparaître un problème de raccordement au réseau des eaux usées.

En effet, la différence de hauteur entre le projet et le niveau des canalisations publiques doit être suffisamment grande pour permettre un écoulement gravitaire des eaux vers le réseau.

Or, la différence de niveau entre le réseau de la rue Félix Grégoire et une partie du projet ne permet de bénéficier d'une pente suffisante.

A contrario, le réseau situé sous la rue René Char est assez profond pour répondre aux prescriptions techniques de raccordement.

Pour permettre ce raccordement, la canalisation à mettre en place doit alors traverser deux parcelles communales cadastrées AL 245 et 252 correspond à un espace vert.

DAH a donc sollicité la Ville pour constituer une servitude de passage de réseau sur les parcelles communales.

Pour acter son existence juridique, il convient de rédiger une convention de passage de réseau.

Cette convention reprend les conditions générales et particulières relatives à la constitution d'une telle servitude et mentionne les points suivants :

- la Ville autorise DAH, ses agents, ceux de la société fermière ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par elle, à pénétrer avec ou sans engin de terrassement en vue de la mise en place, de la surveillance, de l'entretien, de la réparation, du remplacement du réseau à créer,
- le réseau à créer sera positionné à l'endroit le moins dommageable – sur ce point préalablement au démarrage du chantier, DAH devra consulter les services de la Ville pour définir le tracé définitif de la canalisation,
- DAH devra respecter les prescriptions techniques des services de l'Agglomération émises dans le cadre du permis d'aménager,
- le réseau devra être suffisamment dimensionné pour permettre le raccordement de futures constructions dans l'hypothèse d'une évolution de l'urbanisation sur ce secteur. La canalisation sera en PVC SR16 de diamètre 200,
- DAH s'engage à remettre en état les parcelles à l'issue du chantier,
- L'établissement de la servitude ne donne droit à aucune indemnité sauf pour les dégâts causés lors de travaux,
- la Ville s'interdit dans l'emprise de la canalisation, d'effectuer des plantations et des modifications du profil du terrain,
- les parcelles sont grevées d'une servitude non aedificandi sur toute la longueur de la canalisation. À ce titre, aucune construction bâtie ne pourra être implantée sur l'emprise de la servitude, soit 2 mètres de part et d'autre de la canalisation,
- les frais liés à la constitution et à l'enregistrement de la convention seront à la charge de DAH ainsi que ceux liés au raccordement de l'opération sur le réseau public.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu la demande de permis d'aménager déposée par DRÔME AMÉNAGEMENT HABITAT sous le n° PA 026198 19M0011,

Vu le projet de convention,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À LA MAJORITÉ ABSOLUE DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** la constitution d'une servitude de passage de réseau d'eaux usées sur les parcelles cadastrées AL 245 et 252 entre la Ville et DRÔME AMÉNAGEMENT HABITAT, selon les conditions susmentionnées,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tous documents afférents,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à la délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 08 novembre 2020

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint au Maire

Karim OUMEDDOUR

